



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 27. Mardi 28 Juin 1921.

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

Les représentants du Parti Socialiste Italien au Congrès de l'Internationale Communiste.

Finalement les représentants du Parti Socialiste Italien sont venus à Moscou. L'élection même de ces délégués a coûté beaucoup de peine à la direction du Parti. On comprenait que les délégués n'auraient qu'à bien se tenir contre un courant très fort de camarades demandant l'expulsion de leur Parti de la IIIème Internationale.

Auparavant on avait élu les communistes Bacci, Alessandri et Baraton. Mais ils n'acceptèrent pas les élections. Le dernier de ces trois reconnaît pour aujourd'hui au moins, la nécessité de ne pas déclarer ouvertement que le Parti Socialiste Italien est devenu nettement un Parti Social-démocrate en train de collaborer avec la bourgeoisie et de participer au pouvoir de l'Etat bourgeois. C'est pour cela qu'il n'a pas voulu quitter l'Italie pour ne pas s'exposer aux reproches amers des communistes réunis au Congrès, pour ne pas présenter une figure équivoque et pour ne pas être accusé d'insincérité.

Certainement, c'est Serrati lui-même qui devrait venir au Congrès, mais il s'en est bien gardé. Il a poussé les autres qui parleront en son nom. Serrati est le principal responsable du stratagème qu'il a combiné ensemble avec les réformistes, les social-patriotes et les social-démocrates, avec les contre-révolutionnaires, avec les calomnieux de la Russie Soviétique, aux dépens du prolétariat, alors qu'il tâchait d'entraîner les masses sur la voie de la politique petite-bourgeoise, tout en se proclamant encore un vrai communiste digne de la IIIème Internationale.

Voilà pourquoi il n'a pas eu le courage de venir affronter le débat et entendre la sévère condamnation de l'Internationale Communiste. Il sait bien qu'à Moscou il ne lui sera pas possible d'organiser une claque et que dans les salles du Kremlin les colombes ne volent pas. Ainsi il a poussé à Moscou Lazzari, Maffi et Riboldi. De ces trois, le dernier seulement peut être plus ou moins responsable pour la tactique Serrati, puisqu'il s'est proclamé maximaliste encore au Congrès de Bologne. Les deux autres sont des centristes prononcés. Ils le furent toujours, même à Bologne.

Les mandats donnés pour la représentation à Moscou aux deux centristes est la première confession que le Parti Socialiste Italien cesse d'être maximaliste, comme il l'était pendant le Congrès de Bologne en 1919, que sa majorité est devenue ouvertement centriste, c'est-à-dire réformiste et social-démocrate.

Serrati a poussé Lazzari à Moscou comme un matelas qui supporterait les coups des communistes du monde entier, les coups destinés aux traités qui avaient été reçus par le prolétariat russe l'année passée avec un vrai enthousiasme et qui avaient figuré comme membres du Bureau au IIème Congrès.

Lazzari a à son actif beaucoup d'années de lutte contre Turatti. C'est Turatti qu'il défend maintenant. Lazzari a à son actif une politique plus ou moins ferme d'internationaliste antimilitariste pendant la guerre, quoique même alors on pouvait distinguer dans ses articles des traces de préjugés patriotiques comme démontrait sa formule équivoque de ne pas adhérer à la guerre, mais d'autre part de ne pas la saboter.

Mais Lazzari répètera, nous en sommes sûrs, à Moscou, tout ce qu'il soutenait à Bologne, c'est-à-dire que l'ancien programme du Parti Italien, qui date de 1892 et qui est analogue au programme d'Erfurt, ne doit pas être touché et à plus forte raison transformé en programme communiste. Lazzari répètera tous les arguments et toutes les phrases sentimentales qu'il a prononcées alors contre la politique de violence, et de la sorte nous aurons un document nouveau, un document vivant prouvant que même les meilleurs parmi les centristes du Parti Socialiste Italien sont très loin de l'esprit et du programme de la IIIème Internationale. Ce sera un nouvel argument pour nos thèses.

Peut-on tolérer que le Parti Socialiste, contenant des contre-révolutionnaires, des diffamateurs du communisme et de la Russie Soviétique comme Turatti, Dugoni et leurs amis, des opportunistes et des

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

Quatrième séance.

La séance du matin du 25 juin est ouverte à midi 25 sous la présidence de Koehnen.

Radek, au nom de la commission des mandats, fait connaître que tous les mandats n'ont pas encore été présentés. D'après les calculs préliminaires, assistent aux Congrès 291 délégués avec voix consultative et environ 100 invités. Sont représentés 48 pays. Il y a en outre des représentants de la jeunesse communiste, du Bund (Pologne), du Bureau de Propagande de l'Extrême et du Proche-Orient.

La Commission des Mandats a examiné la question de deux groupes bulgares, le "parti communiste ouvrier de Bulgarie" et le groupe des "communistes de gauche". Aucun des deux n'a reçu le droit de vote, pour les raisons suivantes: le parti communiste ouvrier s'est constitué en tant qu'aile gauche du parti social-patriote. En son temps il a désigné le parti communiste comme trop droit. Cela ne l'a pas empêché de publier lui-même dans son organe la brochure de Kautsky qui a dû être réfutée par Trotski dans son livre: "Terrorisme et Communisme". En ce qui concerne les communistes de gauche, vu l'existence d'un puissant Parti Communiste bulgare, la reconnaissance de ce groupe amènerait à une dispersion inutile des forces révolutionnaires.

La Commission a examiné ensuite la représentation roumaine. Jusqu'au dernier congrès socialiste, qui a adhéré à la IIIème Internationale, il existait dans le parti roumain des groupes de communistes agissant sous le nom de "centre tactique". A ce congrès ont été arrêtés tous les membres de la majorité communiste. Ainsi il n'existe pas de représentation officielle du parti communiste de Roumanie. La Commission a dû définir l'attitude à prendre à l'égard des représentants des groupes illégaux et a décidé de leur accorder provisoirement le droit de participer au Congrès.

Les délégués des Indépendants Esthoniens, du Bund polonais et du Poaleysion sont admis avec voix consultative, vu leurs négociations actuelles avec le Comité Exécutif pour entrer dans l'Internationale.

Radek rapporte au Congrès les résultats des travaux de la Commission pour la répartition du nombre des voix.

Evidemment, dit-il, l'effectif numérique des partis n'a pas pu servir de motif déterminant pour l'attribution de tel ou tel nombre de voix à un parti. Dans bien des cas il a fallu abandonner ce critérium pour tenir compte des conditions politiques générales du pays, de son importance et de la valeur révolutionnaire de son prolétariat. Finalement la Commission a fixé la répartition suivante: tous les pays sont divisés en 5 groupes. Ceux du premier groupe: Allemagne, France, Italie, Russie, Tcheco-Slovaquie, Ligue de la Jeunesse, possèdent chacun 40 voix. Le second groupe: Angleterre, Amérique, Pologne, Ukraine, Norvège, Yougo-Slavie, Bulgarie, possède 30 voix. L'Angleterre et l'Amérique, malgré le peu de développement de leur mouvement communiste, doivent être à cause de leur importance, à cause du rôle révolutionnaire en puissance de leur prolétariat, rapportées à ce second groupe. Au 3ème appartiennent la Finlande, la Roumanie, la

traîtres comme Serrati, des centristes comme Lazzari et Maffi, soit admis dans la IIIème Internationale et conduise le prolétariat italien vers la lutte révolutionnaire qui se prépare.

La réponse du Congrès sera claire, et sans malentendus. Ce sera la condamnation du Parti Socialiste Italien. Ainsi nous commencerons à démasquer les opportunistes aux yeux des masses prolétariennes. C'est la seule façon dont le Congrès peut préparer l'approche de la révolution prolétarienne en Italie.

EGIDIO GENNARI.

Lettonie, la Suisse, la Hollande, la Belgique, la Lithuanie, la Suède et l'Autriche, avec 20 voix chacune.

Radek insiste sur l'importance du Parti Communiste Belge récemment constitué.

Au 4ème groupe, auquel il est accordé 10 voix, appartiennent les petits pays possédant cependant de longue date des partis ouvriers révolutionnaires: Azerbeïdjan avec Bakou, Géorgie, Esthonie, Danemark, Luxembourg, Perse et Turquie.

Le 5ème groupe, avec 5 voix pour chaque pays, comprend: L'Afrique du Sud, l'Island, le Mexique, l'Argentine, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes Néerlandaises et l'Arménie. Quant à la Chine au Turkestan, à Boukhara, à la Mongolie, à Khiva et à la Palestine, quoique ces pays ne possèdent pas de parti communiste, le grand développement du mouvement révolutionnaire nous permet d'accorder à leurs représentants le droit de participer aux travaux du Congrès avec voix consultative.

Le Japon occupe une place à part. Il n'y a pas au Congrès de représentant du Parti Communiste du Japon. Ce parti est représenté partiellement par des communistes coréens et par des Japonais d'Amérique. Mais nous avons dernièrement reçu la nouvelle qu'un délégué du Parti Communiste du Japon est en route pour le Congrès et sera ces jours-ci à Moscou. Jusqu'à son arrivée la Commission a jugé possible de donner mandat consultatif aux représentants, des partis communistes de Corée et du Japon en Amérique pour représenter le Japon lui-même.

En concluant Radek propose à toutes les délégations de voter par délégation, et non par membres. Les désaccords à l'intérieur de chaque délégation sur telle ou telle question demeureront inconnus du Congrès. En cas de désaccord sur une question particulièrement grave, le vote pourra être modifié par le Bureau.

Le rapport et la dernière proposition de Radek sont acceptés sans discussion.

La parole est donnée à Zinoviev sur la gestion du Comité Exécutif de l'Internationale.

La Troisième Internationale Communiste, dit le rapporteur, a trois ans d'existence, mais son Comité Exécutif n'existe que depuis le deuxième congrès, en tant qu'institution. En ce qui concerne sa structure, nous avons eu à soutenir une lutte avec certains camarades et notamment avec les camarades allemands et ce n'est que par suite de l'insistance des Russes sur l'entrée dans le Comité Exécutif d'une dizaine de représentants au moins des délégations les plus importantes que ce Comité a été définitivement constitué. Tous les partis n'ont cependant pas fait leur devoir à son égard. Et nous avons maintenant à prendre des mesures pour que le Comité Exécutif devienne réellement l'expression du mouvement communiste international.

Le présent congrès a été convoqué un peu plus tôt que ne le prescrivaient nos statuts. La cause en est dans notre conscience de l'immense responsabilité assumée par le Comité Exécutif, dans le développement prodigieux du mouvement communiste et dans la gravité de certaines questions qui se posent dans plusieurs grands pays.

Au cours des dix mois qui se sont écoulés depuis le deuxième congrès le Comité Exécutif a tenu 31 réunions et examiné 196 questions, dont 128 questions purement politiques, les autres ayant trait à l'organisation intérieure. Pour ce qui est des pays dont le Comité Exécutif a dû s'occuper, l'Allemagne occupe la première place: on s'en est occupé 21 fois; on a discuté les questions d'Italie 12 fois, d'Amérique 12 fois, d'Angleterre 12, de Roumanie 9, de Tcheco-Slovaquie 12, de France 10, de Bulgarie 7, du Proche et de l'Extrême-Orient 10 fois. En outre le petit Bureau du Comité Exécutif, composé de 7 camarades, a étudié deux fois plus souvent les mêmes questions.

Passant au caractère et au contenu de l'activité du Comité Exécutif le rapport du camarade Zinoviev indique que les résultats du deuxième congrès ont été à la base de toute la gestion du Comité Exécutif. Le Congrès avait défini la constitution de l'Internationale, élaboré ses statuts et sa tactique. D'une part nous avons dû redresser les tendances dites de gauche qui se manifestaient en Alle-

magne en Italie, en Angleterre et en Amérique. Prenez par exemple la question de l'attitude des communistes à l'égard du Labour Party anglais. Certains camarades ne voulaient pas y travailler, le considérant comme opportuniste. Nous avons pourtant insisté sur la nécessité d'y entrer, car il faut en Angleterre tirer parti de chaque organisation en y développant un travail énergique pour la conquérir.

Nous avons parallèlement combattu les groupes antiparlementaires. Le camarade Bordiga et ses amis, aujourd'hui nos meilleurs amis, ont été antiparlementaires. La Belgique et la Suède les soutenaient partiellement. Nous avons réussi à faire prévaloir notre point de vue.

La seconde question sur laquelle devait se faire la cristallisation du mouvement communiste était celle des fameuses 21 conditions. Opportunistes, centristes et semi-centristes s'insurgeaient partout contre elles. Et si nous n'avons pas eu d'ennemis à gauche, si même dans la suite il nous est venu de la gauche d'excellents amis, nous avons trouvé à droite des ennemis mortels.

Le blocus, notre information insuffisante sur le mouvement socialiste dans différents pays éloignés, en un mot les circonstances objectives à l'époque du deuxième Congrès, causèrent pour nous une situation embarrassante. Chaque centriste prétendait adhérer à la Troisième Internationale. C'était une mode. C'est ainsi que Maurice Hilquitt, ce Dittmann américain, nous envoya ses délégués. Les réformistes italiens, d'Aragona en tête, ces saboteurs actuels du mouvement prolétarien, tous déclarèrent d'une seule voix vouloir adhérer à l'Internationale Communiste. Nous avons reçu d'abord les Italiens en amis. A Péetrograd Serrati fut littéralement porté en triomphe par des dizaines de milliers d'ouvriers, tant était grande la confiance des masses en lui. Nous savons maintenant que d'Aragona et Cie nous trompaient, que leur tâche essentielle était de pénétrer dans l'Internationale Communiste pour la saper de l'intérieur. Cette hypocrisie se heurta à nos 21 conditions.

Qui donc avait raison dans toutes ces discussions du 2ème Congrès? Le Labour Party anglais a décidé d'exclure, de refuser les communistes. Les opportunistes ont compris le danger de la présence des communistes parmi eux.

Rapprochez de ce fait l'étonnement naïf de Serrati se demandant pourquoi nous exigeons en Italie l'exclusion de Turatti, alors qu'en Angleterre nous imposons aux communistes d'entrer dans le Parti Ouvrier. Serrati feint la naïveté. Il comprend fort bien la différence.

S'arrêtant sur la façon dont les différents partis ont exécuté les décisions du Congrès, le camarade Zinoviev constate qu'en France, en Italie, en Allemagne et en Suisse, la question de la subordination au parti des parlementaires communistes est surtout difficile. Il s'agit de les soumettre à la discipline du Parti pour leur faire suivre une politique vraiment révolutionnaire. La tâche essentielle du moment est de nouer des relations étroites avec les masses.

Pour les communistes anglais et américains, il est surtout important de stimuler les masses en dénonçant les opportunistes et les centristes et en faisant tomber les illusions social-patriotes.

Considérant l'activité du Comité Exécutif dans l'ordre chronologique des faits, le camarade Zinoviev constate que la question italienne a été la plus difficile. Nous ne connaissons pas les délégués italiens au deuxième Congrès. Nous les avons bien accueillis. Mais il suffit de lire les procès-verbaux du deuxième Congrès pour être étonnés de notre erreur. Au deuxième Congrès Serrati dans les questions de principe les plus importantes s'abstint ou se prononça toujours contre nous. Les événements ultérieurs ont montré sa véritable physionomie et celle de ses disciples. Nous regrettons de devoir discuter en leur absence la question italienne. Nous avons fait notre possible pour qu'ils puissent venir à temps, nous les avons prévenus trois mois et demi à l'avance, mais ils ont préféré s'abstenir.

Le camarade Zinoviev cite des documents caractérisant l'activité de Serrati et son évolution du communisme à l'opportunisme. Un recueil spécial leur est consacré. Dans son premier article de l'Avanti, peu après le deuxième Congrès, Serrati s'efforce de discréditer ce dernier. Il fait remarquer que les délégués réunis

à Moscou n'avaient pas des pouvoirs suffisants et ne faisaient qu'exprimer leur propre opinion. Les conditions mêmes dans lesquelles était placé le congrès par suite du blocus, en l'absence du contrôle du Parti et de la presse, faisaient de ses réunions des réunions en quelque sorte secrètes. Le Congrès travailla sous la protection d'un puissant Etat. La répartition des voix ne correspondait pas à l'importance des pays représentés et maintes fois au cours des débats l'insuffisance de l'information des Russes se fit sentir. Voilà ce qu'écrivait Serrati en septembre 1920, deux semaines après le congrès; revenu en Italie, il revêtit pour un moment le manteau de l'extrémisme pour demander une politique plus ferme à l'égard de la droite. Il se montra surtout hostile aux Français. Puis il parla de la 22ème condition, l'exclusion des francs-maçons, en montrant que le camarade Zinoviev avait tu cette dernière clause, qui en réalité avait été présentée par les Italiens et n'avait rencontré aucune objection, mais que l'on avait rouché superflu d'inserer. Serrati avait besoin d'en parler pour faire croire aux ouvriers italiens que leurs frères russes sont des francs-maçons. La direction du parti italien discuta ces questions. Deux résolutions y furent proposées, celle de Terracini préconisait l'acceptation sans réserves des 21 conditions; celle de Baratonio y ajoutait des réserves sur l'application des conditions en Italie. La majorité adopta la résolution Terracini. Serrati donna alors sa démission de rédacteur de l'Avanti. Mais au lieu de l'accepter de bon coeur, ses camarades s'attachèrent à le dissuader. Serrati resta à son poste et commença dès le lendemain dans l'Avanti une invraisemblable campagne de mensonges et de calomnies contre le Comité Exécutif de l'Internationale. La fraction dite de concentration socialiste, inspirée par Serrati, se réunit à Reggio de Emilie, Serrati et d'Aragona participant à la conférence. Elle décida naturellement d'accepter les 21 conditions. Elle qualifia les communistes italiens de syndicalistes. Elle parla des fameux francs-maçons et couronna le tout par une motion sur la dictature du prolétariat dans laquelle il était dit que le principe de cette dernière ne devait pas nécessairement figurer dans le programme du Parti, mais qu'il s'agit d'une mesure temporaire subordonnée aux conditions locales. Elle n'admit pas le système des Soviets conçu suivant le modèle russe. Mais personne ne s'est jamais opposé à la conception d'un système de soviets italiens. Le propre de Serrati, c'est de ne jamais donner de réponse précise aux questions, c'est d'étouffer l'essentiel sous des détails secondaires. Cela ressort particulièrement de ses réponses aux questions de Lénine. Lénine exigeait l'exclusion des réformistes. Serrati demanda à son tour quels étaient ces réformistes. Il ne songeait guère à défendre les réformistes, mais pouvait-on qualifier ainsi les Turati et les Modigliani qui avaient défendu la Russie des Soviets?

Dans son article du 24 octobre, Serrati écrit: l'industrie est ruinée en Italie. Le prolétariat peut-il dans ces conditions assumer la responsabilité du pouvoir? Serrati veut évidemment attendre que la bourgeoisie se soit remise sur pieds pour conduire la classe ouvrière à l'assaut du pouvoir. C'est tout à fait la manière de Kautski. Le crime commis l'an dernier par Serrati, lorsque dans tout le pays passa une vague de grèves et d'action révolutionnaire, lorsque la bourgeoisie parut complètement désorganisée, vaut qu'on le rappelle.

Lorsqu'à ce moment on demanda à Giolitti pourquoi il ne prenait pas de mesures contre l'occupation des fabriques par les ouvriers, sa réponse fut qu'il n'était pas en état de le faire et qu'il devait se borner en attendant à employer les moyens homéopathiques pour passer ensuite aux moyens chirurgicaux. Et Serrati a bien aidé en effet la bourgeoisie à employer ces moyens homéopathiques afin qu'elle puisse recourir par la suite à la chirurgie. Maintenant les chirurgiens, personifiés par les fascistes, sont en train de terminer l'œuvre de Serrati.

Telle était la situation à la veille du Congrès de Livourne. Le Comité Exécutif avait décidé d'envoyer ses délégués à ce Congrès. Mais l'accueil fait aux camarades Kabatchieff et Raccoci par les membres du parti socialiste italien pèsait comme une honte sur ce dernier. La conduite inadmissible des partisans de Serrati au Congrès est la preuve que le parti socialiste italien s'est réfugié dans le giron des social-démocrates. Au Congrès Serrati proposa de donner au parti le nom de socialiste-communiste, d'accepter les 21 conditions, sous réserve que le parti conserverait sa liberté d'action et aurait le droit d'agir par les moyens pacifiques de lutte. La scission qui suivit le congrès fut considérée comme la conséquence des 21 conditions. Mais l'expérience a démontré que toute indulgence au sujet de ces conditions aurait entraîné mora-

lement la mort de l'Internationale Communiste.

Serrati, qui se donnait auparavant l'apparence d'être des éléments de gauche, exige maintenant que la France et l'Italie soient traitées sur le même pied d'égalité. Pourquoi, dit-il, a-t-on fait plus de concessions à la France qu'à l'Italie? Mais le devoir du Comité Exécutif n'est-t-il pas d'évaluer la situation de chaque pays et de chaque parti en tenant compte des conditions concrètes et du degré de maturité du mouvement révolutionnaire? Le sens de la politique du Comité Exécutif consiste à prendre en considération la situation concrète qui existe dans chaque pays, pour définir l'attitude qu'il doit observer à l'égard de ce dernier.

Les conclusions tirées par Serrati contre Tchitchérine et le Gouvernement Soviétiste à cause de leurs relations avec le Daily Herald et la bourgeoisie étrangère sont des plus caractéristiques. Tout communiste sait parfaitement que si le Gouvernement Soviétiste a été obligé d'en venir là, c'est parce que la classe ouvrière des pays capitalistes s'est montrée trop faible. Mais quel rapport ces reproches peuvent-ils bien avoir avec l'Internationale Communiste?

Il fait un grief aux Français que 55 députés soient passés du côté des communistes. Au reste cela ne serait pas si mal, s'il en était ainsi. La vérité est que 12 ou 13 députés seulement ont suivi les communistes. Les autres 55 sont restés avec Longuet, l'ami de Serrati. Serrati se sert de ce mensonge pour duper le prolétariat italien.

Serrati considère de la même façon le passage de la moitié des indépendants allemands dans le camp des communistes. Il cherche à persuader les ouvriers italiens que ce passage ne s'est pas fait sur la base de l'Internationalisme, mais pour des raisons nationalistes.

Après le Congrès de Livourne, le parti Socialiste Italien a continué à rouler de plus en plus sur la pente. Le fait que la brochure publiée par la bourgeoisie sous le titre „Les bolchéviks vus à la lumière des socialistes italiens“ abonde en citations des articles de Serrati est des plus édifiant. Tous les réformistes et centristes font des gorges chaudes de l'or russe. Mais le cadeau de 55.000 livres fait par l'Internationale Jaune d'Amsterdam, cette boutique de la Ligue des Nations, aux syndicats italiens est considéré par Serrati dans l'Avanti comme un acte superbe de solidarité prolétarienne internationale.

Parlant des élections au Parlement italien, Zinoviev cite l'article de Kurth Geyer publié dans le journal de Lévi „Le Soviet“, ou il est dit que le parti de Serrati a obtenu aux élections 1.250.000 voix, alors que les communistes n'en ont recueilli que 450.000. Il en tire la conclusion que les masses italiennes sont du côté de Serrati. Il veut dire par là que les communistes italiens ont subi une défaite et qu'il en a été de même pour le communisme et l'Internationale communiste tout entière. Tout le mal fondé de cette conclusion consiste dans le fait que ces 450.000 voix ont été obtenues par un parti qui participait pour la première fois aux élections. Après les élections, Serrati a écrit qu'il fallait désormais tourner le gouvernement quelque peu vers la droite. Lénine même, dit-il, a décidé de conclure un accord avec les éléments petits-bourgeois. Voilà bien un argument digne de Serrati. Il oublie qu'en Russie le pouvoir se trouve entre les mains du prolétariat. Or recommander dans les autres pays de faire voile sur la droite signifie venir en aide consciemment à la bourgeoisie contre le prolétariat. Aussitôt après deuxième Congrès un mouvement révolutionnaire, s'est déclenché en Italie. Il a atteint une grande envergure. Mais le parti dirigé par Serrati a fait tout son possible pour le faire échouer et jeter par conséquent le prolétariat désarmé sous les pieds de la bourgeoisie. C'est une leçon pour le Parti italien. Nous attendrons, déclare Serrati, que s'ouvrent les portes du sanctuaire de l'Internationale Communiste. En réalité il se tient non pas devant la porte du sanctuaire de l'Internationale Communiste, mais fait des courbettes devant la camarilla bourgeoise. Le parti de Serrati est devenu tout simplement un misérable parti social-démocrate.

La tâche du Congrès est de faire comprendre au prolétariat italien toute la trahison de la politique de Serrati et des centristes. L'histoire de Serrati est un exemple du mouvement centriste tout entier. Nous devons être à l'avenir moins confiants. Il nous faut mener contre les centristes une lutte implacable.

Le Camarade Zinoviev en vient ensuite à la question allemande. A Halle, dit-il nous avons obtenu la victoire par la scission des Indépendants et par la formation d'un parti communiste. Nous savions que, dans le parti communiste qui s'est formé de 100.000 membres du Parti Communiste allemand et de 400.000 Indépendants, nous verrions apparaître des

récidivistes du centrisme. Après le Congrès de Halle, nous nous sommes prononcés pour la dissolution complète de l'Union du Spartacus et nous avons conseillé au parti communiste de ne pas aller trop vite en besogne, mais de procéder tout d'abord à son organisation. Le premier conflit que nous avons eu avec ce parti a été provoqué par la question italienne. La démission de cinq membres du Comité central allemand fut une grosse faute, un manquement à la discipline. Le Comité Exécutif a condamné cet acte.

Pendant les événements de mars, beaucoup de fautes furent commises, bien que ce ne fût pas un coup d'Etat. Il ne peut pas être question de coup d'Etat, car nous avons affaire à un mouvement auquel un demi million d'ouvriers a participé. Ce fut une lutte défensive imposée aux ouvriers par la nécessité. Ce mouvement a été un grand pas en avant.

La question du parti communiste ouvrier allemand a été déjà examinée par le deuxième congrès. Nous avons admis ce dernier à titre de parti sympathisant, vu que dans ses rangs nous voyons des ouvriers vraiment révolutionnaires. A la séance où cette décision fut prise, j'ai déclaré que ce parti avait à choisir dans l'avenir entre deux voies: ou bien il deviendrait un parti purement communiste et s'unifierait avec le parti communiste allemand, ou bien il sortirait de l'Internationale. Une fraction des leaders du parti communiste ouvrier allemand se sont faits nos ennemis. Ces jours-ci nous avons reçu un télégramme du K. A. P. D., dans lequel il est dit qu'il ne restera dans l'Internationale que si leur programme n'est en rien modifié. Dans ces conditions pourquoi n'admettrions-nous pas Serrati dans l'Internationale Communiste et pourquoi ne donnerions-nous pas aux autres partis le droit de faire tout ce qui leur plairait. Les décisions de l'Internationale Communiste doivent être une loi. Si aujourd'hui le K. A. P. D. nous quitte, nous avons du moins en Allemagne un puissant parti communiste. C'est pourquoi nous pouvons envisager l'avenir avec tranquillité. Les ouvriers les plus éclairés du K. A. P. D. resteront fidèles à l'Internationale Communiste. Je m'abstiendrai de parler de la brochure de Lévi. Ce serait lui faire trop d'honneur. Lévi a été exclu de l'Internationale Communiste. Le Congrès j'en suis certain, ratifiera cette décision.

Le camarade Zinoviev passe ensuite à la question française. Nous avons admis le parti socialiste français, dit-il, en tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles il se trouve. Si nous avons menagé le parti socialiste français, c'est parce que sa situation était différente de celle du parti socialiste italien.

Après le congrès de Tours, il fut pour nous évident que le Parti français n'était pas encore tout-à-fait communiste. Il y restait des centristes et des demi-centristes. Nous conclûmes avec les meilleurs camarades français une sorte d'accord tacite et nous leur laissâmes quelques mois pour se regrouper et se réorganiser. Je dis, poursuit le camarade Zinoviev, que le Parti communiste français est menacé par les droitiers opportunistes et non par la gauche. Les vieilles traditions apportées par certains députés sont très dangereuses. Nous devons les combattre. Le Parti français n'a pas encore d'attitude définie concernant le syndicalisme. Mais nous avons confiance en lui malgré ses défauts. Il compte aujourd'hui plus de 100.000 membres et se révèle animé d'un nouvel esprit. Nous ne fermons pourtant pas les yeux sur ses défauts, dont nous ne cesserons pas de parler aux ouvriers.

Le camarade Zinoviev passe à la Tchéco-Slovaquie, où existe un grand Parti de masses. La tendance semi-centriste du camarade Smeral doit être ouvertement critiquée. Il se peut qu'il y ait ici encore des récidives du centrisme, elles seront certainement surmontées.

Le processus de différenciation a même atteint les pays scandinaves. La Norvège, bien qu'elle ne se soit pas encore guérie du centrisme, possède un parti très sain. En Suède, le Parti évolue du pacifisme au communisme.

Cette année, dit le camarade Zinoviev, nous n'avons pas seulement fait des sessions, nous avons aussi réalisé des fusions. En Angleterre, 8 groupes ont fondé un Parti communiste uni.

Il en est de même en Amérique, où le mouvement communiste se développe rapidement, mais doit devenir un grand mouvement de masses. Les scissions des partis social-démocrates et les fusions des gauches avec les communistes en Autriche, au Danemark, en Belgique, ont une grande importance de principe. En Suisse, la gauche socialiste a quitté l'ancien Parti pour se joindre aux communistes. En Roumanie, la scission a eu lieu et l'on poursuit des négociations avec l'Internationale Communiste. Nous espérons avoir dans ce pays un parti digne du communisme. La scission s'est faite con-

tre les centristes en Yougo Slavie. Nous y combattons pourtant encore les vestiges du centrisme. En Finlande, le Parti communiste se développe en dépit de la terreur blanche.

Parlant du mouvement révolutionnaire en Proche et en Extrême-Orient le camarade Zinoviev s'arrête sur le Japon, où le mouvement ouvrier ressemble à ce qu'il était en Russie à la veille de l'année 1905: développement des syndicats, multiplication des éditions de propagande.

Jetant un coup d'œil d'ensemble sur l'activité de l'Internationale Communiste, le camarade Zinoviev dit qu'il n'y a presque pas de pays où dans le processus d'épuration du Parti des événements opportunistes ne se soient manifestés.

Le rapporteur conclut en indiquant les résultats de la deuxième conférence internationale des Femmes communistes, et le rôle des prochains congrès des syndicats rouges et de la jeunesse. La lutte contre Amsterdam, dit-il, est de première importance. La question syndicale est essentielle. Il faut préparer l'action internationale. Il faut une coordination internationale. Nous devons commencer modestement et faire beaucoup. Nous n'avons pas souffert d'un excès de centralisation, mais d'une centralisation insuffisante. Vers les masses! la création de sections fortes et d'un centre puissant, une discipline prolétarienne de fer pour la victoire sur la bourgeoisie, voilà notre but.

Le rapport de Zinoviev a duré trois heures, souvent interrompu par des applaudissements. L'orateur achève, applaudi par toute la salle. Radek prend la parole pour une déclaration urgente. Hier, dit-il, le camarade Max Hoeltz a été condamné en Allemagne aux travaux forcés à perpétuité. Son nom est bien connu des travailleurs allemands. Sa tactique n'a pas été la nôtre. S'il a fait bien des choses ne correspondant pas au but poursuivi, cela n'empêche que sa haine de l'oppression était aussi la nôtre.

Sur proposition de Radek, le Congrès vote l'adresse au prolétariat allemand dont le texte a été reproduit dans notre dernier numéro.

Cinquième Séance

Le séance est ouverte le 26 juin à 7 heures 45 du soir sous la présidence de Koehn.

A l'ordre du jour est la discussion sur le rapport de Zinoviev.

La parole est donnée à Hempel, du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Il proteste contre le fait que Zinoviev confond ce parti avec Serrati, Dittmann et autres opportunistes. Nous sommes garantis de l'opportunisme, dit-il, par toute notre histoire et toute notre action. Il serait impossible de montrer en quoi nous sommes coupables d'opportunisme. Zinoviev a attaqué la brochure „Le docteur Lévi et la Voie du Parti Communiste Unifié d'Allemagne“. Nous déclarons que cette brochure n'appartient pas à Gorter, mais au parti communiste ouvrier d'Allemagne et nous en acceptons entièrement la responsabilité. Nous prêchons la lutte non point sans les masses, mais au contraire avec les masses, seulement avec des méthodes autres que celles qui ont été adoptées par le deuxième Congrès dans ses 21 conditions. Zinoviev craint que le parti communiste ouvrier se trouve bientôt dans les rangs des adversaires de la Russie Soviétiste. Mais le fait est que les partis communistes de masses sont bons à faire des manifestations pour la Russie Soviétiste et non pour agir révolutionnairement. C'est nous qui luttons pour la Russie prolétarienne. Jamais nous n'abandonnerons cette voie, même si nous sommes obligés de sortir de l'Internationale Communiste à cause de sa tendance opportuniste.

La parole est donnée à Froelich, du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Il déclare qu'en son temps le Parti Unifié a protesté contre la décision prise d'accepter le Parti Communiste Ouvrier dans l'Internationale Communiste, en se fondant sur son peu d'importance numérique et son insuffisante activité. Ce parti, dit Froelich, est une tendance sectariste même dans les questions fondamentales du groupement communiste. Il n'est pas en état d'apprécier la situation politique et économique. Il estime par exemple que la question des réparations ne peut intéresser que la bourgeoisie. Au mois de mars, il nous avait semblé possible de collaborer avec le parti communiste ouvrier. Mais ce dernier n'a rien compris aux événements de mars. Il considère encore cette insurrection comme un „putsch“.

En réponse aux murmures de protestations des représentants du parti ouvrier, Froelich déclare que le mot a été prononcé dans la brochure de Gorter. De cette façon le parti ouvrier est du même avis que Paul Lévi. Depuis l'insurrection de mars, il est partisan de saboter le capitalisme. Il ne sera donc jamais en état de mener une politique véritablement révolutionnaire et au contraire il entra-

vera les actions révolutionnaires du Parti Unifié. C'est une organisation sectariste que nous ne devons à aucun prix admettre dans l'Internationale Communiste. Quant aux ouvriers qui ont manifesté leur courage révolutionnaire, nous devons leur dire ceci: ou bien avec le parti communiste ouvrier, ou bien avec l'Internationale Communiste!

La parole est donnée à Rolland Holst. En citant la brochure de Gorter, dit-elle, Zinoviev a présenté la chose comme si Gorter créait une doctrine nouvelle et un "marxisme national". Cela est faux pour cette raison d'abord que le marxisme est la doctrine du prolétariat international. Je ne pense pas d'ailleurs que cette brochure contienne toute la pensée de Gorter. Cette pensée se trouve davantage dans sa lettre ouverte à Lénine. Parlant des reproches que Zinoviev lui a fait pour sa collaboration à la brochure de Gorter, et à la revue "der Proletarier" et pour sa solidarité avec le parti communiste ouvrier, Rolland Holst répond que, en bien des points elle est d'accord avec le programme et la tactique de ce parti, dont elle respecte la volonté révolutionnaire. En concluant l'orateur exprime son espoir dans la fusion des deux partis communistes d'Allemagne. C'est à l'intérieur du grand parti que la gauche luttera le mieux pour son idéal.

Neumann, qui prend ensuite la parole au nom du Parti Unifié, estime juste la critique de Zinoviev contre le parti ouvrier. Cette critique coïncide avec celle de l'année dernière, et il faut seulement regretter que le parti ouvrier ait été accepté dans l'Internationale Communiste comme Parti sympathisant. C'est une faute du Comité Exécutif. Sans cette erreur les éléments révolutionnaire de ce parti seraient automatiquement entrés dans le parti communiste unifié. Le parti ouvrier possède ses syndicats à lui et agit en tant qu'organisation professionnelle distincte, affaiblissant par là même l'influence du communisme dans les syndicats d'Allemagne. Le Congrès doit occuper enfin une position absolument claire à l'égard du parti ouvrier et en finir avec cet état de chose inadmissible.

Seton, secrétaire du Parti Communiste de Hollande, estime nécessaire, à la suite du discours de Rolland Holst, de donner quelques explications au nom du Parti Communiste de Hollande. Il n'est pas exact que ce parti adopte la ligne de conduite du parti communiste ouvrier d'Allemagne. Au contraire il serait difficile de trouver sur le continent un autre parti communiste qui règle aussi bien son action sur la tactique de l'Internationale communiste.

Nichaliak, délégué de la Pologne, insiste sur les relations entre le parti communiste polonais et le comité exécutif de l'Internationale. Malgré l'absence de contact, toutes les questions essentielles du mouvement ont été décidées par le parti en accord avec le comité exécutif. Sa situation illégale n'a pas permis au parti polonais de devenir un parti actif de masses, et il a dû consacrer toutes ses forces aux syndicats. L'orateur termine en déclarant que la délégation polonaise est complètement d'accord avec le point de vue de Comité Exécutif, dans la question du Parti Italien comme dans les autres, et approuve entièrement sa gestion.

Ensuite prend la parole Zerman, du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Pour nous, déclare-t-il, la question est loin d'être aussi simple qu'elle semble à certains camarades. Il regrette qu'une opposition puissante et qui pourrait être féconde ne soit pas utilisée comme il convient par l'Internationale. Il termine son discours en exprimant sa conviction que la position du parti ouvrier est la bonne.

Gennari, pour l'Italie, se déclare entièrement d'accord avec le Comité Exécutif sur la question de la tactique centraliste de Serrati. Les documents jusqu'à présent publiés par le Comité Exécutif ne sont qu'une partie de ce qui peut être dit de la conduite du Parti Socialiste Italien.

L'orateur parle ensuite de Smeral. Nous savons, dit-il, la valeur révolutionnaire de la classe ouvrière tchéco-slovaque et de ses chefs. Mais nous voulons avoir la garantie que dans ce parti ne se répètent pas des faits semblables à ceux du Parti Italien. Pendant la guerre Smeral a défendu l'impérialisme autrichien. Après la guerre, il est venu à Moscou précisément au moment où le prolétariat tchéco-slovaque avait perdu sa confiance en lui. Et ce même Smeral, qui dit qu'être communiste équivaut à être en pratique social-démocrate et avoir le communisme seulement comme but final, a reçu du crédit auprès du Comité Exécutif! Au Congrès du Parti Socialiste tchéco-slovaque Smeral a demandé la conservation par ce dernier de ce nom de socialiste, au mépris de la décision du Comité Exécutif. Après la grève de décembre, deux rédacteurs du "Rude Pravo" ont écrit contre la Russie Soviétiste et contre

l'Internationale Communiste. Smeral les a pris sous sa protection. C'est pourquoi nous proposons 1° d'éloigner Smeral de la direction du parti; 2° d'adresser au prolétariat tchéco-slovaque une circulaire explicative à ce sujet 3° d'adresser au prolétariat de tous les pays un appel à combattre les centristes et les opportunistes.

La parole est donnée à Heckert, du Parti communiste Unifié d'Allemagne. La question italienne, dit-il, a suscité une crise dans le parti allemand, Serrati, au second Congrès, avait donné sa parole qu'à son retour en Italie il agirait conformément à la décision de l'Internationale. Or une fois rentré dans son pays Serrati se mit à saboter les décisions de l'Internationale. En décembre dernier, dans un article de la Revue des Indépendants de droite intitulée "Le Socialiste", il déclare: Il est insensé de croire que la révolution russe ait été faite par les larges masses ouvrières. Elle a été faite par la bourgeoisie soviétiste, sans la participation du peuple. D'après Heckert, cet article était nécessaire à Serrati afin de louer Turatti aux dépens de l'Internationale Communiste, en prétendant que Turatti est suivi, lui, par les masses.

Au sujet de Levi, envoyé par le Parti Communiste Allemand en qualité de représentant à Livourne, Heckert déclare qu'il a eu au Congrès une conduite honteuse. Levi a prétendu que la politique de l'Internationale et du Comité Exécutif vise à créer de petites sectes, et que pour cette raison l'Internationale avait besoin de la scission. Lorsqu'ensuite le Conseil Général du Parti Allemand décida que la scission était nécessaire à Livourne, Levi injuria ce Conseil. Heckert rappelle un autre héros des opportunistes italiens, d'Aragona, qui a pris part à la composition d'un appel hostile à la Russie Soviétiste et au Congrès d'Amsterdam. Mais peut-être le Comité Exécutif a-t-il eu tort de condamner ces héros Serrati et d'Aragona. Heckert cite un extrait de l'Avanti du 16 juin, où il est dit qu'à l'intérieur de l'Internationale s'accroît le mécontentement contre la dictature de certains individus, parodie de la dictature du prolétariat, et qu'il faut faire un pas vers la droite dans l'esprit de Paul Levi et de Clara Zetkin. Heckert prévient contre de tels éléments. Il approuve entièrement la politique et la tactique du Comité Exécutif et demande au Congrès d'agir de même.

Ensuite prend la parole Malzani, délégué de l'Allemagne.

Reprenant la question de l'insurrection de mars, il déclare qu'il n'est pas d'accord avec la décision du Comité Exécutif, il estime cette décision injuste par suite du manque d'information du Comité Exécutif. Si ce dernier était venu après l'insurrection en Allemagne et avait étudié la situation sur place, il aurait porté une autre sentence.

Au nom de l'Internationale de la Jeunesse, Munzenberg exprime son entière satisfaction de la tactique et de la gestion du Comité Exécutif, auquel il garantit le plein soutien de la jeunesse. Insistant sur la situation en Italie, il rote que sur 42.000 membres organisés de la jeunesse révolutionnaire de ce pays, 40.000 se sont prononcés contre Serrati. Passant à la question du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, il repousse catégoriquement les tentatives de ce parti pour donner l'impression que la jeunesse communiste est de son côté. Nous déclarons hautement, dit l'orateur, que nous ne prendrons aucune part à la campagne contre Moscou, que nous sommes fermement pour Moscou et que l'Internationale Communiste peut hardiment compter sur nous comme sur son détachement fidèle de combat.

Ensuite monte à la tribune Radek au nom du Comité Exécutif. Il remarque que les débats roulent surtout autour de la question des partis allemands de la question italienne et autres choses n'ayant pas de rapport avec la gestion du Comité Exécutif. Les représentants de l'opposition qui ont pris la parole ont fait de la polémique avec le Parti Communiste Unifié d'Allemagne ou bien recherchent le nombre des ouvriers qui ont pris part aux événements de mars. Si vous prétendez garder le silence, déclare-t-il, sur le rapport lui-même du Comité Exécutif, je vous poserai des questions. Même si 200.000 ouvriers avaient pris part aux événements de mars, que faudrait-il en conclure. Serait-ce une explosion bakouniste, ou bien une action révolutionnaire? Vous qui vous êtes solidarisés avec Levi, qui avez foulé aux pieds le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui nous avez accusés de vouloir ouvrir une "tchéka" pour toute l'Europe, vous devez répondre. Estimez-vous que le Comité Exécutif a commis une erreur. Vous devez reconnaître que c'est vous qui vous êtes trompés politiquement, en vous solidarissant avec Levi, et alors seulement vous pourriez discuter avec nous sur n'importe quelle question à votre

convenance. Je dis cela parce qu'en ce moment est posée la question non pas de la tactique du parti allemand, mais de la tactique du Comité Exécutif. La question de Levi, c'est la question de la tactique de l'Internationale Communiste. Levi lui-même déclare: "Il ne s'agit pas ici de la violation de la discipline du parti, mais bien de l'essence même des événements de mars. Ou bien ce n'est pas une explosion bakouniste, et alors je dois être exclure vous-mêmes le Comité Central." Le Comité Exécutif s'est solidarisé avec le Comité Central du Parti et vous devez répondre s'il a agi justement ou non. Il ne faut pas dire que la question posée était de savoir si le parti doit adopter une tactique d'offensive grandissante. Zetkin a écrit et a dit alors sur cette question la même chose que le Comité Exécutif. C'est à tort que vous hochiez la tête du côté de Frœlich et de Talheimer et non de celui de Zetkin, votre leader quand vous parliez de votre opposition à cette tendance.

Il en est de même dans la question italienne. Il faut dire enfin si le Comité a agi justement ou non, dans la question du groupe de Serrati. Il sera essentiel d'entendre les délégués du Parti socialiste d'Italie. Mais il importe qu'ils entendent aussi comment nous apprécions leur conduite. Serrati a affirmé à Livourne que le Comité Exécutif veut avoir de petits

groupes communistes et qu'il est adversaire des organisations des masses. Nous ne sommes pas contre les organisations de masses. Mais nous voulons avoir des partis de masses vraiment révolutionnaires. Si dans la question italienne nous avons vraiment mal agi parce que Serrati a été suivi de beaucoup d'ouvriers de ce pays, alors nous avons doublement mal agi en Allemagne, puisque les Indépendants ont conservé un plus grand nombre d'ouvriers que Serrati. Et cependant cinq camarades sont sortis du Comité Central du Parti Allemand, parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec la conduite du Comité Exécutif dans la question italienne. Sont-ce eux, ou bien le Comité Exécutif, qui a eu raison, voilà une question à laquelle il est indispensable de donner ici une réponse claire. Le Comité Exécutif veut savoir s'il a bien agi dans le passé, car il se prépare à l'avenir à mener une lutte décisive contre toute manifestation de centrisme et de semi-centrisme à l'intérieur des partis communistes ainsi que contre la politique d'aventure.

En concluant, Radek revient sur le parti communiste ouvrier et arrive encore une fois à cette décision qu'il faut que le Congrès exprime sans ambiguïté son opinion sur tous les actes du Comité Exécutif.

Le séance est levée à minuit.

A L'ETRANGER.

Angleterre.

Nauen, 26 juin. — L'agence Reuter annonce qu'un attentat a été commis par les Sinfiners, sur le train accompagnant le roi lors de son retour de Belfast. Le train était monté par 140 hussards. L'explosion de la machine infernale a tué 40 hommes.

Italie.

Rome, 10 juin. — Le représentant soviétiste en Italie Vorovsky a été invité le 4 juin par le Ministère des Affaires Etrangères à présenter un projet de commerce entre la Russie et l'Italie. Le 6, ce projet a été remis et porté à l'examen de la consulta et du Ministère du Commerce.

Pologne.

Varsovie, 26 juin. — Au sujet du congrès des coopératives ouvrières, le "Rabotnik" accuse les communistes de considérer les coopératives uniquement du point de vue de leurs intérêts de partis. Les communistes d'après l'organe des opportunistes polonais, occupent la majeure partie des postes dirigeants dans les coopératives ouvrières, uniquement parce qu'ils ne reculent devant aucun moyen.

Berlin, 25 juin. — La "Vossische Zeitung" du 21 annonce de Varsovie que Witos a repoussé l'exigence du parti du ministre l'intérieur Skulski, qui réclamait la formation d'un cabinet de coalition. Witos espère résoudre la crise gouvernementale par des nominations personnelles.

Allemagne.

Berlin, 24 juin. — On annonce que Hoeltz, après avoir entendu la sentence le condamnant, s'est écrié: "Bientôt arrivera le jour de la liberté et de la vengeance prolétarienne, et alors c'est nous qui serons les juges. Vive la révolution universelle". Quand la parole lui fut donnée pour la dernière fois, Hoeltz dit entre autre: "Je réponds de tous mes actes, vous pouvez porter tranquillement une sentence de mort, vous condamnerez Hoeltz, mais non pas l'idée. A la place d'un Hoeltz, il s'en lèvera 1000 autres, qui d'une main de fer terrasseront leurs adversaires. La révolution allemande imminente dépassera toutes les autres révolutions par sa cruauté, non pas parce que le prolétariat est cruel, mais parce que la bourgeoisie le combat avec une extrême cruauté".

Le parti communiste ouvrier a organisé aujourd'hui à Berlin une grandiose manifestation contre la condamnation de Hoeltz. On comptait faire la manifestation dans les quartiers bourgeois, près du Tiergarten, mais la police l'interdit, et elles ont lieu sur la place du palais.

La "Freiheit" du 19 annonce que le communiste de Cortmund Adolphe Meinberg a été condamné à trois ans de détention pour avoir prononcé des discours incendiaires.

Danzig, 26 juin. — Les communistes berlinois ont organisé aujourd'hui une grande manifestation pour la libération immédiate de Hoeltz. Les journaux conservateurs considèrent cette manifestation comme une première tentative de renversement du gouvernement actuel pour proclamer la république soviétiste. La police a pris toutes les mesures de précaution. De nombreux discours ont été prononcés pour protester contre la justice sanglante du pouvoir. Le meeting s'est terminé sans intervention de la police.

Hanovre, 25 juin. — Samedi a eu lieu à Postdam une cérémonie solennelle pour la remise de décorations, preuve de la survivance des coutumes monarchistes. Le prince Eitel-Friedrich a remis l'ordre de l'Aigle Noir au prince Oscar de Prusse et à d'autres. Le feld-maréchal Hindenburg et d'autres personnalités proches de l'ancienne cour assistaient à la cérémonie exactement comme sous le kaiser. La grande salle de l'assemblée municipale de Postdam était décorée dans le style féodal. Hindenburg se tenait le sabre nu auprès de l'autel. Le premier décoré fut le prince Oscar et après lui 79 personnes. Un sermon fut prononcé à la louange de l'empereur et de l'impératrice.

Spitzberg.

Nauen, 24 juin. — D'après les nouvelles de Spitzberg il a été découverts près de Kingbay d'énormes gisement de charbon dépassant en richesse et en qualité le charbon anglais.

Pays Scandinaves.

Londres 21 juin. — A la conférence du Conseil de la Ligue des Nations à Genève il a été donné lecture de plusieurs rapports contradictoires sur la question des îles d'Åland. Une Commission estime qu'elles doivent appartenir à la Finlande, une autre propose le référendum national, ce qui équivaudrait à les remettre à la Suède. Les représentants de la Suède et de la Finlande ont exprimé leur avis et formulé des déclarations. Il a été conclu que désormais le Conseil possède toutes les données nécessaires pour prendre une décision.

Pays Balkaniques.

Riga, 26 juin. — Le "Temps" du 19 annonce d'après le Bureau de Presse Roumain que l'information parue dans un journal de Bucarest, d'après laquelle des rencontres se sont produites sur le Dniestr, entre détachements roumains et bolchéviques, est inexacte. Toutes les nouvelles semblables qui paraissent périodiquement émanent d'une source intéressée et ne méritent aucun crédit.

Indes.

Londres 20 juin. D'après des nouvelles de Bombay, le Comité Exécutif du Congrès Général des Indes a pris une résolution recommandant à chaque soldat hindou de refuser de marcher pour les Anglais en cas d'action des nationalistes tures

La nouvelle orientation économique de la République Soviétiste.

La politique économique de la Russie Soviétiste a toujours été déterminée par la situation générale dans laquelle le pays est obligé de vivre et de travailler. C'est pourquoi elle a été plus d'une fois modifiée au cours de ces trois ans et demi. Mais le plus fort écart qu'elle ait jamais subi est l'orientation nouvelle de 1921. Lénine, à la conférence communiste de mai dernier, a même rassemblé toute la période de 1917 à 1920 sous la rubrique d'ensemble du „communisme militaire“, en opposant la période qui commence comme une ère nouvelle dans la vie et le développement de la République.

Il est naturel que nous autres marxistes, nous considérions la politique économique dans le processus de son développement. Mais même parmi nos camarades, les modifications qui y ont été apportées dans ces derniers temps, rencontrent des interprétations parfois très inexactes.

En 1921, les conditions qui déterminent notre politique économique sont les suivantes: 1) la fin de la guerre civile extérieure, 2) la lenteur à se développer de la révolution mondiale (la Russie Soviétiste demeure environnée d'Etats capitalistes), 3) la situation économique intérieure extrêmement pénible à la fois pour les campagnes et les villes (les campagnes ont subi la mauvaise récolte et plusieurs mouvements paysans).

Telles sont les conditions dans lesquelles, après une période de guerre acharnée où le mot d'ordre dominant tout était: „tout pour l'armée rouge, nous entrons dans une période de „construction pacifique“.

Pour comprendre clairement les raisons qui nous obligent actuellement à opérer telle ou telle modification plutôt que telle autre, il faut prendre en considération ce qui suit.

Nous traversons l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme. Notre économie est l'économie de la période transitoire. Voici comment Lénine explique le mot de „transition“ dans le domaine économique:

„Appliqué à la vie économique, ce mot ne signifie-t-il pas qu'il y a dans le régime considéré des éléments, des morceaux à la fois de capitalisme et de socialisme? Chacun reconnaît qu'il en est bien ainsi, mais tout en le reconnaissant, tout le monde ne veut pas réfléchir à la nature précise des éléments de diverses couches sociales et économiques qui sont présentes en Russie. Là est pourtant tout le nœud de la question. Enumérons tous ces éléments.

- 1) l'élément patriarcal, c'est-à-dire surtout l'économie paysanne naturelle,
- 2) la petite production marchande, (y appartient la plupart des paysans qui ont un excédent de blé à vendre),
- 3) le capitalisme privé,
- 4) le capitalisme d'Etat,
- 5) le socialisme“.

Ainsi nous sommes en présence de 5 formes économiques existant à la fois en Russie. Il faut ajouter que la forme de l'économie paysanne a chez nous une colossale importance et que notre économie rurale sera bien longtemps encore basée tout entière sur l'exploitation paysanne.

Il résulte de là que sous le régime de la dictature prolétarienne, lorsque le prolétariat administre le pays, la politique économique ayant pour mission d'affermir et de développer les formes socialistes n'a pas le droit cependant d'oublier l'existence des 4 formes précédentes, et doit au contraire tenir compte de leurs exigences et des lois de leur développement, sans cesser néanmoins de s'orienter d'une façon générale vers le socialisme.

Les procédés de réalisation de la politique économique sont déterminées par ces conditions générales de l'économie de la période de transition. Notre politique doit donc embrasser à la fois les relations de la nature du capitalisme privé qui subsistent chez nous. „Le prolétariat, en tant que classe dirigeante, dominante, dit Lénine, doit savoir guider la politique de façon à résoudre d'abord le problème le plus urgent, le plus actuel“. Ce sont ces problèmes qui déterminent le cours de la politique économique de l'époque de transition.

Dans la période de 1917, à 1921, toute l'industrie à l'exception de la petite industrie des artisans et des „koustari“ campagnards a été nationalisée. Le monopole d'état a été établi sur presque tous les produits alimentaires et les matières premières. Le marché libre a été fermé. Le système de répartition a été strictement centralisé. Enfin un appareil extrêmement centralisé d'administration a été constitué. Tout cela, pris ensemble, a permis de concentrer toutes les forces et toutes les ressources du pays sur la solution du problème essentiel du moment:

la victoire dans la guerre civile extérieure.

L'année 1921 inaugure l'entrée dans le travail pacifique. C'est pourquoi des modifications extrêmement sérieuses et grandes ont du être apportées.

En premier lieu, la politique a été changée à l'égard de l'exploitation rurale. Lénine indique que le problème essentiel est l'encouragement des forces productrices de l'exploitation paysanne, base de l'économie rurale actuelle. Sans cela il est impossible de résoudre le problème essentiel de l'Etat la constitution d'un fonds alimentaire important (400 millions de pouds).

A cet effet, il fallait donner à la culture paysanne, un stimulant. C'est pourquoi les réquisitions, qui enlevaient au paysan tous ses excédents en faveur de l'Etat, sont remplacées par un impôt qui laisse la majeure partie des excédents de vivres et de matières premières entre les mains du producteur.

En second lieu, étant donné la liberté de disposer de son excédent qui résulte pour le petit producteur de la suppression des réquisitions, le marché libre est ouvert pour la vente et l'achat des produits et marchandises de l'économie rurale.

En troisième lieu, la coopération acquiert une nouvelle importance. Au lieu d'être confinée dans la réparation, elle agit sur le marché pour opérer les échanges en nature. L'Etat conclut avec elle un contrat (en la personne du Commissariat de l'Approvisionnement d'une part du Centro Soiouz, d'autre part), par lequel il remet à la coopération tout son stock de marchandises, et celle-ci s'engage en retour à rassembler et à livrer à l'Etat la quantité correspondante de denrées alimentaires et de matières premières.

Les ouvriers des usines, se formant en coopératives, font pour eux-mêmes une provision supplémentaire de produits qui s'ajoutent à ceux que leur assure l'Etat. A cet effet un fonds spécial de marchandises est constitué par prélèvement sur le produit de leur travail.

En quatrième lieu tout en maintenant sa précédent politique, tendant à développer et à affermir la grosse industrie, le gouvernement soviétiste s'applique à encourager l'industrie moyenne et petite. Leur développement a en effet une extrême importance en ce qui concerne la production des objets et instruments nécessaires à la culture paysanne et à la vie ménagère.

En cinquième lieu, le droit a été donné aux Conseils d'Economie Nationale de louer des entreprises soit à des coopératives, soit à des personnes privées. Vu le grand nombre des entreprises, surtout des petites, ne travaillant pas, cette mesure peut contribuer grandement à augmenter la production.

En sixième lieu, tout le système de centralisation administrative a été singulièrement affaibli et des droits importants ont été accordés à l'initiative des organes locaux. Une grande partie des entreprises est remise directement aux organes locaux, qui sont libres d'y faire toutes les dispositions désirables, etc...

Telles sont les principales innovations qui caractérisent ce tournant de notre politique économique. Quel est le caractère de ces mesures? Equivalent-elles à un abandon de quelques-unes de l'opposition, à une retraite, comme le pensent certains ou bien sont-elles la conclusion logique et nécessaire de toute notre ligne fondamentale, menant à l'affermissement et au développement du régime soviétiste.

Nous avons indiqué déjà que nous devons savoir diriger non seulement les domaines de l'économie nationale dans lesquelles trouvent leur expression les nouvelles formes socialistes de l'économie (grosse industrie), mais aussi celles où dominent les formes bourgeoises ou petites-bourgeoises.

De ce point de vue les mesures en question sont très compréhensibles. Mais ce serait naturellement abandonner nos principes que de transporter le centre de gravité de notre politique économique dans le développement de l'exploitation privée. Dans ce cas seulement nos adversaires auraient raison, et il y aurait abandon, sinon de toutes, du moins de certaines et des plus importantes, de l'opposition.

Néanmoins il faut être aveugle d'un œil pour ne pas voir le côté par lequel notre politique économique mène au développement et à l'affermissement de la grande industrie nationalisée et de la nouvelle vie économique socialiste des villes et des campagnes.

Ce serait faire preuve de myopie et se tromper radicalement que de compter affermir la vie économique avant d'avoir assuré son fondement, la grande industrie

nationalisée. Nous ne permettrons pas cette erreur. Il suffit de citer le passage suivant des résolutions du dernier Congrès des Conseils d'Economie nationale pour le comprendre:

„Notre industrie nationalisée, continuant à demeurer la base de l'économie nationale, est placée par ce tournant de la politique économique, dans une situation nouvelle, par rapport à celle où elle a vécu et s'est développée pendant les années précédentes.

Le développement de l'industrie nationalisée doit être obtenu par l'amélioration des entreprises. L'élévation du rendement, l'augmentation de l'approvisionnement, le perfectionnement de la statistique. La constitution de fonds importants de combustible, métaux, minerais, et matières premières de toutes sortes, le service des transports et des fabriques de machines et en général d'instruments de production restent sa mission, la base de l'économie nationale.

Mais pour exécuter cette mission, l'industrie nationalisée doit améliorer le ravitaillement de ses ouvriers. L'amélioration de la main d'œuvre est le problème essentiel de la production à l'heure actuelle. Le nombre des ouvriers et des employés doit être réduit et l'approvisionnement de ceux qui resteront assuré le mieux possible.

A cet effet il convient d'opérer une concentration maximale de la production, ce qui permettra non seulement de réduire l'effectif de la main d'œuvre, mais encore d'économiser le combustible et l'énergie. Les entreprises subsistantes devront travailler au maximum. Voilà les conditions qui seules permettront de relever la production“. Le développement de l'organisation rationnelle de l'économie acquiert aujourd'hui une énorme importance. La direction générale de la vie économique est passée au Conseil du Travail et de la Défense. Auprès de lui une commission spéciale du plan national rassemble les meilleurs spécialistes de toutes les branches de la vie économique. Elle examine et coordonne les plans économiques courants et prépare le plan d'ensemble.

Enfin, on a commencé à réaliser l'électrification du pays (en 1921—1922 seront terminées quatre grandes centrales électriques, sans compter les travaux importants pour réunir les stations existantes). Ce rééquipement technique du pays fournira la base réelle et solide du nouveau régime économique. A la base de toute notre politique économique est le développement à tout prix de la production et des forces productives.

Par ce qui a été dit plus haut, nous voyons que les dernières nouveautés fournissent des perspectives nouvelles de progrès. Mais ne peut-il pas arriver que les formes capitalistes triomphent de notre économie soviétiste, de notre industrie nationalisée? Voilà la crainte qui a été exprimée par de nombreux camarades.

Il suffit néanmoins de prendre en considération que tous les transports, par eau comme par voie ferrée, restent entre nos mains, tout le combustible est nationalisé, toute l'attention, les forces et les ressources de l'Etat soviétiste tendent à affermir et développer l'industrie nationalisée, et toutes ces craintes perdront d'elles-mêmes leur acuité. Les contradictions extérieures ne doivent pas nous cacher le fond de la chose: l'affermissement de la base économique de la Russie Soviétiste dans son ensemble.

Le tournant de notre politique économique n'est pas dirigé vers l'arrière, mais vers l'avant, vers un progrès. Les modifications de notre politique économique sont nécessaires pour le développement de notre prospérité, c'est là leur mission et leur but.

N. MILIOUTINE.

Au Troisième Congrès de la Troisième Internationale.

De la part du Congrès des Représentants des Facultés ouvrières.

Tandis que les questions mondiales énormes se décident avec la participation efficace des communistes russes, entre les communistes du monde entier, — la révolution russe continue.

Les ouvriers russes ont arraché le pouvoir politique des mains du capital. Ils ont arraché également en grande partie toute la direction de la vie économique de ces mains rapaces. Mais pour que le prolétariat puisse diriger les appareils gigantesques politiques, industriels, agricoles et l'appareil de commerce de ce pays énorme, avec utilité et la force nécessaire il faut qu'il arrache à la bourgeoisie encore un pouvoir, le pouvoir qu'on ne peut prendre dans ses mains par le seul acte de l'énergie révolutionnaire, — le pouvoir de la science. Il est vrai que ce n'est pas la bourgeoisie comme telle, ni la bureaucratie, qui sont les vrais détenteurs des sciences. Leur principal porteur

c'étaient les représentants différents de la classe intellectuelle, en commençant par l'intellectuel pauvre tout proche du prolétaire, jusqu'aux richards ingénieurs se mêlant avec la grande bourgeoisie et la noblesse ou même jusqu'à un savant illustre qui vend sa science aux classes possédantes. On pourrait prédire d'avance que la classe intellectuelle toute entière va inévitablement se disloquer en deux parties, une restera fermement liée avec le pouvoir aboli et l'autre va s'unir au peuple victorieux.

On pourrait prédire également qu'une grande partie intermédiaire des intellectuels restera longtemps hésitante entre ces deux flancs extrêmes et qu'il lui faudra beaucoup de temps pour s'orienter définitivement dans des conditions nouvelles. C'est cela, en effet, qui est arrivé.

Jusqu'à présent encore, on ne peut pas dire avec certitude que la classe intellectuelle, même sa meilleure partie solidisant démocratique, se solidarise définitivement avec le prolétariat ou même lui a consacré loyalement toutes ses connaissances et ses forces comme elle l'a fait envers ses anciens patrons bourgeois. Cela ne signifie pas que chez nous en Russie, nous n'avons pas des exceptions brillantes. Nous avons même des groupes entiers des intellectuels qui passent de notre côté. Mais les conquêtes économiques et politiques ne peuvent être fermes et définitives que lorsque les sciences et l'expérience de la culture deviennent la propriété intégrale du prolétariat. Il n'y a qu'une voie normale pour cela c'est l'organisation judicieuse des écoles.

C'est une longue route et, dans les conditions économiques actuelles, une route difficile. Le prolétariat avec sa bravoure coutumière s'est jeté à l'assaut de l'école supérieure. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique a créé dans toutes les universités et dans toutes les écoles supérieures de la Russie, des Facultés Ouvrières. Il en existe actuellement 64 avec 3.000 étudiants, presque exclusivement ouvriers. Il s'agit non seulement de créer un afflux direct des forces prolétariennes dans le milieu étudiant, non seulement de faciliter aux ouvriers doués le passage à l'instruction supérieure, non. Nous, les représentants des Facultés Ouvrières, nous sommes d'avis que les méthodes mêmes d'enseignement et la construction même de la science, vont être renouvelées, vont être purifiées de la masse d'alliage scolastique ou des éléments imposés par les intérêts de la classe bourgeoise. Tout cela, sous l'influence d'un contact direct des sciences avec l'avant-garde des masses prolétaires, avec ces jeunes gens, ces jeunes femmes, qui leur tendent avidement leurs mains, qui sont prêts à apprendre avec enthousiasme, toute la vérité, mais qui rejettent avec dégoût la scolastique inutile ou les illusions bourgeoises. Tout ce contenu de la science bourgeoise qui était accepté sans protestation par les adolescents qu'on préparait pour la carrière d'un employé docile — ce dont s'occupait jusqu'à présent la classe possédante dans ses universités.

Ainsi tandis que la lutte politique continue, pendant qu'elle bouillonne de plus en plus énergiquement dans le domaine économique, nous, les facultés ouvrières, nous représentons l'avant-garde du prolétariat dans la troisième partie de révolution: dans la lutte pour la science. Voilà pourquoi notre petit congrès bien modeste, pendant qu'il remplit sa tâche partielle mais, comme vous le voyez s'adresser à vous avec ces quelques mots, auxquels nous joignons nos vœux enthousiastes de la victoire de la IIIème Internationale. Et à vous, son IIIème Congrès, nous souhaitons chaleureusement de sortir avec succès de toutes les difficultés des grands problèmes qui sont posés devant votre grande pensée collective par ce moment de l'histoire mondiale, le moment de la régénération de l'humanité,

Annonces..

Il est porté à la connaissance des délégués qu'il se trouve constamment à Luxe dans la chambre No 2, un collaborateur de la section d'organisation et d'information de l'Internationale Communiste, qui donnera tout renseignement concernant la section.

Section d'Organisation et d'Information.

La section d'Organisation de l'Internationale Communiste prie les délégués ayant pris part à une excursion ou visite d'administration, de théâtre, etc, d'adresser par écrit dans n'importe quelle langue, par l'intermédiaire des interprètes de service de leur logement, leurs impressions.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.